



# Le Forum social mondial de Tunis

26-30 mars 2013



attac

Du 26 au 30 mars 2013, des milliers de personnes – citoyens, représentants de mouvements sociaux, d'ONG, d'associations et de syndicats, membres de collectifs militants, du mouvement des Indignés... – vont se retrouver à Tunis pour construire ensemble un autre monde possible, le mot d'ordre fédérateur du mouvement altermondialiste.

L'association Attac a joué un rôle fondateur dans la création du 1er Forum social mondial (FSM) de Porto Alegre (Brésil), en 2001, symboliquement au même moment que le Forum économique mondial de Davos qui réunit chaque année les plus grands représentants de l'économie néolibérale dont les effets, on le constate tous les jours, sont dévastateurs pour les peuples.

Depuis, les forums sociaux mondiaux qui se sont succédés, de Mumbai (Inde) à Nairobi (Kenya), Belem (Brésil) ou encore Dakar (Sénégal), ont été de grandes étapes. Mais c'est la première fois depuis sa création que le Forum social mondial (FSM) aura lieu en Afrique du Nord, dans la région Maghreb-Machreq.

L'objectif du FSM est de rassembler les acteurs des sociétés civiles qui refusent la domination néolibérale, en favorisant l'apprentissage d'une nouvelle culture politique, en mutualisant les résistances, les propositions et les alternatives, et en construisant des plateformes d'actions communes.

**Forum social mondial**  
**26-30 mars 2013**  
**Campus universitaire El Manar**  
**Tunis (Tunisie)**

**pour s'informer ou s'inscrire**  
**[www.fsm2013.org](http://www.fsm2013.org)**

## Les enjeux du Forum social mondial de Tunis

Depuis sa première édition, tenue en janvier 2001 à Porto Alegre (Brésil), le Forum social mondial est devenu l'un des lieux incontournables où s'élaborent, de manière ouverte, les campagnes, revendications et mobilisations des mouvements sociaux et citoyens. L'invention puis le succès du FSM, sont indissociables de l'émergence et de l'histoire du mouvement altermondialiste.

Le FSM 2013 se tiendra à cet égard dans un contexte particulier, deux ans après l'émergence d'un intense "nouveau" cycle de luttes et de mobilisations. Des révolutions tunisienne et égyptienne, au "printemps érable" au Québec, en passant par les Indignés et *Occupy Wall Street*, apparaissent de nouveaux acteurs, de nouvelles revendications et formes d'organisation. Ces luttes s'inscrivent dans la continuité de la dynamique altermondialiste, avec laquelle elles partagent de nombreuses revendications, notamment le refus du primat de l'économie et de la finance sur le social et l'écologie. Ce FSM sera la première opportunité de construire des ponts entre les mobilisations de 2011 et la dynamique altermondialiste. Il s'agira, entre autres, d'irriguer le FSM de l'expérience et des expérimentations issues des révolutions tunisienne et égyptienne puis des occupations des places publiques qui, à partir de la place Tahrir, se sont répandues un peu partout dans le monde.

Pour autant, deux ans après son démarrage, ce cycle de mobilisations a connu des fortunes diverses : défaites électorales des partis politiques progressistes en Tunisie et en Egypte, victoire des (sociaux-)libéraux en Europe et en Amérique du Nord, renforcement des partis xénophobes un peu partout en Europe, guerre en Libye, répression aveugle du soulèvement populaire en Syrie...

Ce FSM sera ainsi l'occasion d'avancer dans les discussions sur les processus révolutionnaires, sur les solidarités possibles avec les acteurs de ces luttes ainsi que sur le devenir du FSM lui-même – comme espace s'ouvrant à ces nouveaux acteurs.

Il permettra en outre d'approfondir les travaux sur les sujets régulièrement discutés lors des forums sociaux : l'accès à l'eau, la justice climatique, les guerres, les biens communs, les dettes... ; tout en s'ouvrant à de nouvelles thématiques : les accords de partenariats entre l'UE et les pays de la rive Sud de la Méditerranée, les grands projets inutiles et imposés, les gaz de schiste, les délocalisations...



Le comité d'organisation du FSM 2013 regroupe les organisations suivantes  
le Forum tunisien pour les droits économiques et sociaux,  
le Conseil de l'Ordre des avocats tunisiens,  
la Ligue tunisienne des droits de l'homme,  
Transparency 25,  
l'Union des diplômés-chômeurs,  
Raid-Attac Tunisie,  
l'Association femmes démocrates de Tunisie,  
l'Association des femmes tunisiennes pour la recherche et le développement

ainsi que les organisations représentant les Tunisiens de l'étranger  
le Comité de suivi du Forum social Maghreb-Mashreq,  
le Conseil du Forum social africain,  
le Conseil international du FSM

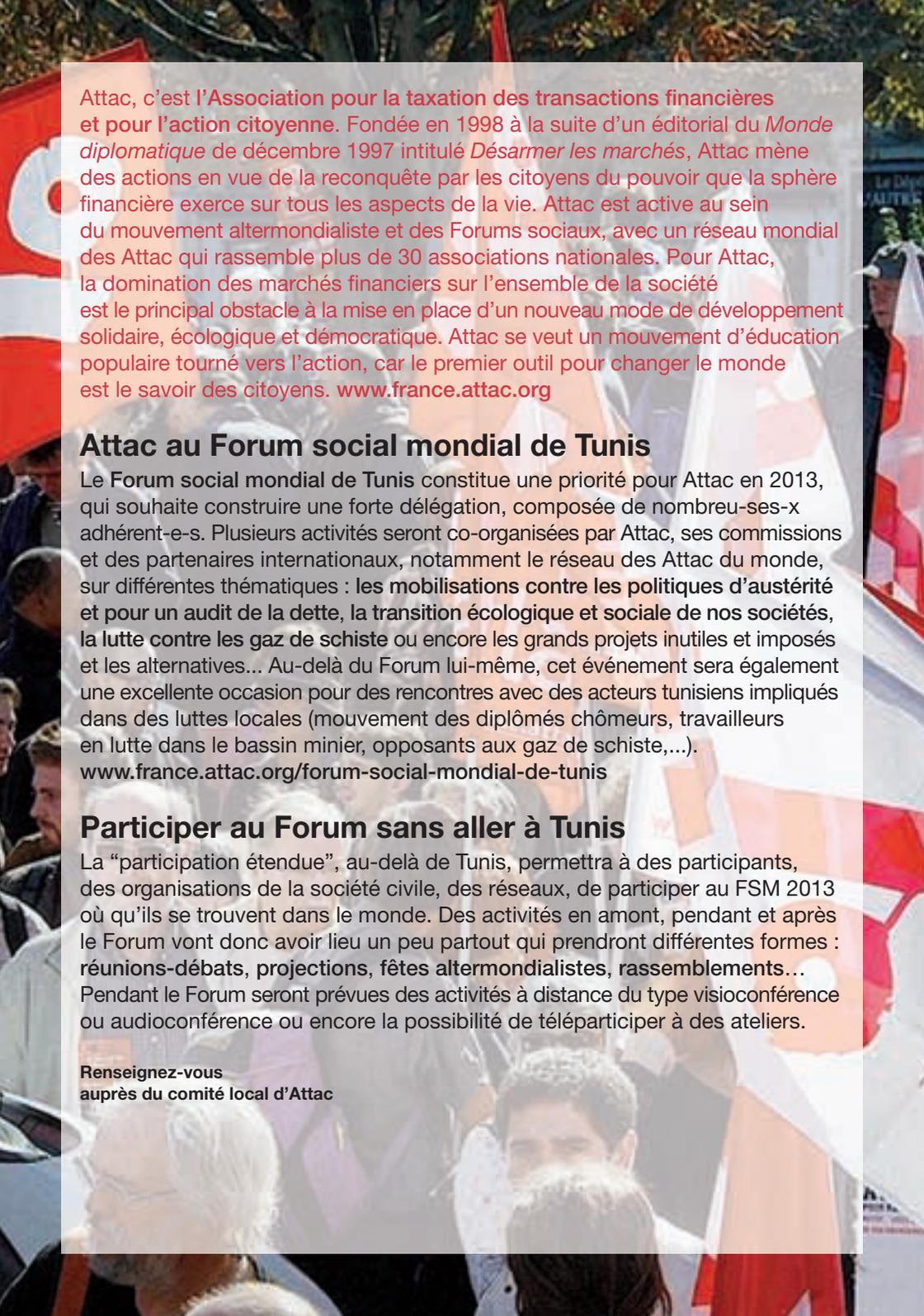
maquette DUPONT  
photographie Didier Bonnel (recto)  
droits réservés (verso)  
impression Expressions II  
février 2013

## Bref aperçu de la situation en Tunisie

Deux ans après la chute de Ben Ali, la révolution tunisienne est loin d'être achevée – ce dont attestent tant le contexte économique et social que le dynamisme et la vitalité des organisations impliquées dans le processus révolutionnaire. La situation économique du pays est très mauvaise. Le chômage, des jeunes notamment, atteint des proportions alarmantes. L'industrie touristique, l'une des principales ressources du pays n'a pas repris durablement. Les relations entre le patronat les syndicats et l'Etat restent tendues. Par ailleurs, les tentatives de déstabilisation politique sont nombreuses. Le siège de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT) a récemment été attaqué. Fathi Laayouni, avocat proche du parti *Ennahda*, a tenté de déconsidérer l'ISIE (l'Instance supérieure indépendante des élections, qui a organisé les élections législatives du 23 octobre 2011 de manière remarquablement démocratique) et son président Kamel Jendoubi en l'accusant de détournement de fonds, ce qui fait craindre la volonté d'*Ennahda* de mettre la main sur l'organisation des prochaines élections législatives prévues en 2013.

Le gouvernement est vivement contesté pour son incompétence et sa soumission aux puissances occidentales comme orientales ; il est dénoncé pour la brutalité répressive de la police et de l'armée (notamment dans le centre du pays, berceau de la révolution). Le parti islamiste *Ennahda* (force principale de la troïka avec *Ettakadol* et le *Congrès pour la République* qui dirige le pays) est fortement critiqué pour sa tentation autoritaire et son utilisation trouble des salafistes extrémistes. La surenchère de ces "salafistes", qui captent une partie de la colère de la jeunesse leur permet de s'implanter dans les régions déshéritées du Nord-Ouest. Mais *Ennahda* reste un parti très hétérogène, à l'intérieur duquel les rapports de force sont très mouvants.

Les forces progressistes, en particulier celles issues de la société civile, sont extrêmement actives et œuvrent à achever le processus entamé en janvier 2011, d'autant plus qu'elles ne sont désormais plus contraintes à la clandestinité. L'UGTT demeure puissante dans l'industrie (notamment minière) et la fonction publique. D'autres syndicats se sont développés depuis 2011. L'Union des diplômés chômeurs permet d'organiser les jeunes chômeurs et de faire entendre leurs revendications. Les organisations de défense des droits humains, économiques, sociaux et culturels jouent également un rôle clef : défense des droits des migrants (des deux côtés de la Méditerranée), lutte contre la répression, mobilisation pour que les cadres de l'ancien régime soient jugés, résistance et alternative au projet des "salafistes". toutes les tendances progressistes sont représentées au sein du Comité d'organisation du FSM. Leurs actions, revendications et débats irrigueront donc naturellement le forum.



Attac, c'est l'Association pour la taxation des transactions financières et pour l'action citoyenne. Fondée en 1998 à la suite d'un éditorial du *Monde diplomatique* de décembre 1997 intitulé *Désarmer les marchés*, Attac mène des actions en vue de la reconquête par les citoyens du pouvoir que la sphère financière exerce sur tous les aspects de la vie. Attac est active au sein du mouvement altermondialiste et des Forums sociaux, avec un réseau mondial des Attac qui rassemble plus de 30 associations nationales. Pour Attac, la domination des marchés financiers sur l'ensemble de la société est le principal obstacle à la mise en place d'un nouveau mode de développement solidaire, écologique et démocratique. Attac se veut un mouvement d'éducation populaire tourné vers l'action, car le premier outil pour changer le monde est le savoir des citoyens. [www.france.attac.org](http://www.france.attac.org)

## Attac au Forum social mondial de Tunis

Le Forum social mondial de Tunis constitue une priorité pour Attac en 2013, qui souhaite construire une forte délégation, composée de nombreux adhérents. Plusieurs activités seront co-organisées par Attac, ses commissions et des partenaires internationaux, notamment le réseau des Attac du monde, sur différentes thématiques : les mobilisations contre les politiques d'austérité et pour un audit de la dette, la transition écologique et sociale de nos sociétés, la lutte contre les gaz de schiste ou encore les grands projets inutiles et imposés et les alternatives... Au-delà du Forum lui-même, cet événement sera également une excellente occasion pour des rencontres avec des acteurs tunisiens impliqués dans des luttes locales (mouvement des diplômés chômeurs, travailleurs en lutte dans le bassin minier, opposants aux gaz de schiste,...).  
[www.france.attac.org/forum-social-mondial-de-tunis](http://www.france.attac.org/forum-social-mondial-de-tunis)

## Participer au Forum sans aller à Tunis

La "participation étendue", au-delà de Tunis, permettra à des participants, des organisations de la société civile, des réseaux, de participer au FSM 2013 où qu'ils se trouvent dans le monde. Des activités en amont, pendant et après le Forum vont donc avoir lieu un peu partout qui prendront différentes formes : réunions-débats, projections, fêtes altermondialistes, rassemblements... Pendant le Forum seront prévues des activités à distance du type visioconférence ou audioconférence ou encore la possibilité de téléparticiper à des ateliers.

**Renseignez-vous  
auprès du comité local d'Attac**